



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BFA/W/636
WT/L/1167

12 juin 2023

(23-3796)

Page: 1/29

Comité du budget, des finances et de l'administration
Conseil général
24-25 juillet 2023

RÉGIME DES PENSIONS DE L'OMC

RAPPORT ANNUEL ET ÉTATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022

TABLE DES MATIÈRES

1 DONNÉES ESSENTIELLES	4
1.1 Rendement des placements	4
1.2 Répartition des actifs	5
1.3 Participants et bénéficiaires en 2022.....	6
2 RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE GESTION	7
3 EXAMEN DES RÉSULTATS EN MATIÈRE DE PLACEMENTS DU RPOMC	8
4 SITUATION ACTUARIELLE DU RÉGIME	8
5 ENGAGEMENTS ACCUMULÉS DU RÉGIME SUIVANT LES NORMES IPSAS	9
6 ORGANISATION ET STRUCTURE DU RÉGIME DES PENSIONS AU	
31 DÉCEMBRE 2022	9
7 COMPTES	10
8 AUDITEUR EXTERNE.....	11
9 ÉTATS FINANCIERS.....	13
9.1 Lettre d'attestation de la Direction.....	13
9.2 État n° 1: État des recettes et des dépenses.....	14
9.3 État n° 2: Bilan	15
9.4 Appendice A: Provenance et utilisation des fonds	16
9.5 Appendice B: Répartition des dépenses	16
9.6 Appendice C: Aperçu des mandats de placement.....	17
9.7 Appendice D: Répartition des actifs	18
9.8 Appendice E: Rendement des placements.....	19
9.9 Appendice F: Historique du rendement des placements depuis la création du Régime jusqu'au 31 décembre 2022	20
9.10 Appendice G: Taux de change utilisés à la clôture des comptes le 31 décembre 2022.....	20
9.11 Appendice H: Participation au Régime des pensions	21
9.12 Appendice I: Structure du Régime des pensions de l'OMC.....	22
9.13 Appendice J: Glossaire	22
ANNEXES	25

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE GESTION

Le Comité de gestion du Régime des pensions de l'Organisation mondiale du commerce (RPOMC) a le plaisir de présenter au Conseil général ainsi qu'aux participants au Régime et à ses bénéficiaires son rapport annuel 2022, établi conformément à l'article 5 du Statut du Régime des pensions.

En 2022, les travaux du Comité ont porté principalement sur des questions actuarielles. Il s'est agi notamment de formuler des projets de proposition de réforme en vue de remédier au déséquilibre actuariel projeté important identifié dans les évaluations actuarielles récentes. Les travaux réalisés en 2022 ont été en grande partie consacrés à l'élaboration de recommandations visant à ramener à l'équilibre la situation actuarielle du Régime sur le long terme, et à la conduite d'un processus de consultation avec les parties prenantes.

En 2022, le rendement réel du portefeuille de placements du Régime des pensions a été de -15,7%. Ce résultat négatif reflète les incertitudes géopolitiques et la correction des rendements de 2021, qui étaient nettement supérieurs à la moyenne sans pour autant être fondés sur des résultats économiques. Il est important de garder à l'esprit que la volatilité des cours telle qu'elle est mesurée par la valeur du portefeuille au 31 décembre de chaque année n'est pas un bon indicateur du potentiel économique sous-jacent des placements. La conjoncture économique actuelle reste difficile pour les investisseurs, et il en sera probablement ainsi pendant encore quelque temps.

Cependant, une gestion prudente du portefeuille de placements a continué d'assurer des taux de rendement supérieurs à la cible pour la décennie écoulée. On ne peut toutefois pas tenir pour acquis des résultats constamment supérieurs aux rendements cibles et, en tout état de cause, on ne saurait raisonnablement escompter qu'ils corrigent le déséquilibre actuariel identifié. Seul un programme de réformes bien équilibré et mené en temps opportun peut permettre de combler le déficit de financement, et sa mise au point restera la principale tâche du Comité de gestion en 2023.

De plus amples renseignements sur la philosophie de placement du Comité de gestion, ainsi que des détails sur la répartition des actifs, sont donnés dans le rapport et ses annexes.

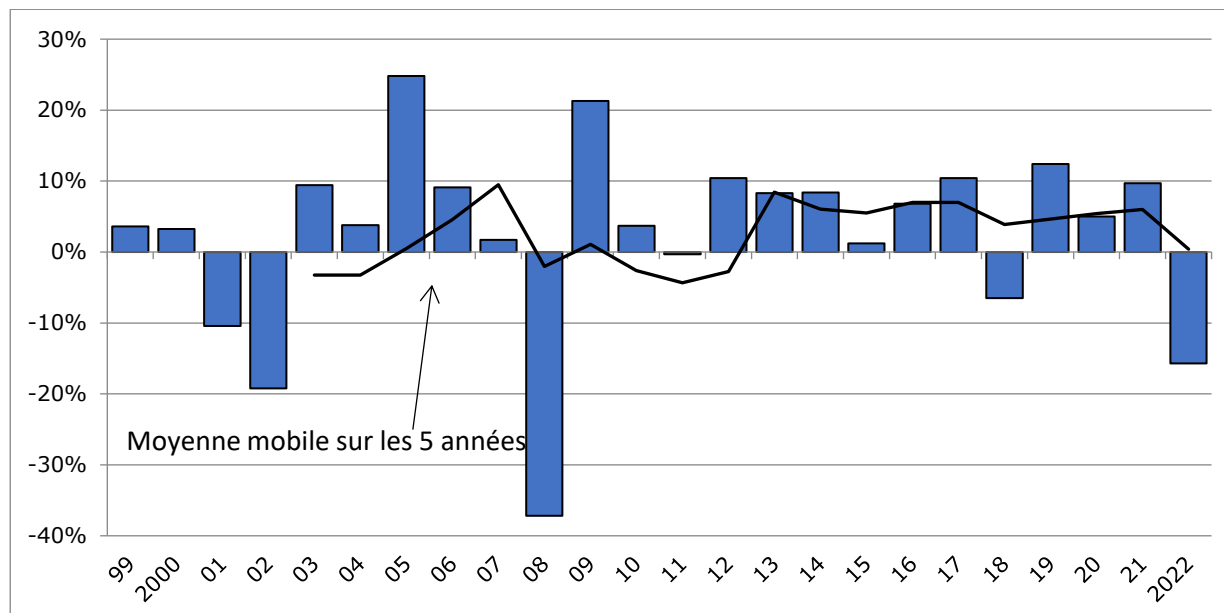
Pour conclure, je tiens à remercier les membres du Comité de gestion pour leur intérêt et pour leurs précieuses contributions aux questions concernant le Régime. Au nom de Comité de gestion, je souhaite remercier les membres du secrétariat du RPOMC pour leur soutien et leur travail. Le Comité de gestion et le secrétariat du Régime, qui mettent tout en œuvre pour veiller à la bonne gouvernance permanente et à la durabilité du Régime des pensions de l'OMC, ont le plaisir de vous adresser le présent rapport annuel.

Jean-Marc van Dril, Président du Comité de gestion

1 DONNÉES ESSENTIELLES

1.1 Rendement des placements

Figure 1 Historique des rendements hors inflation et frais



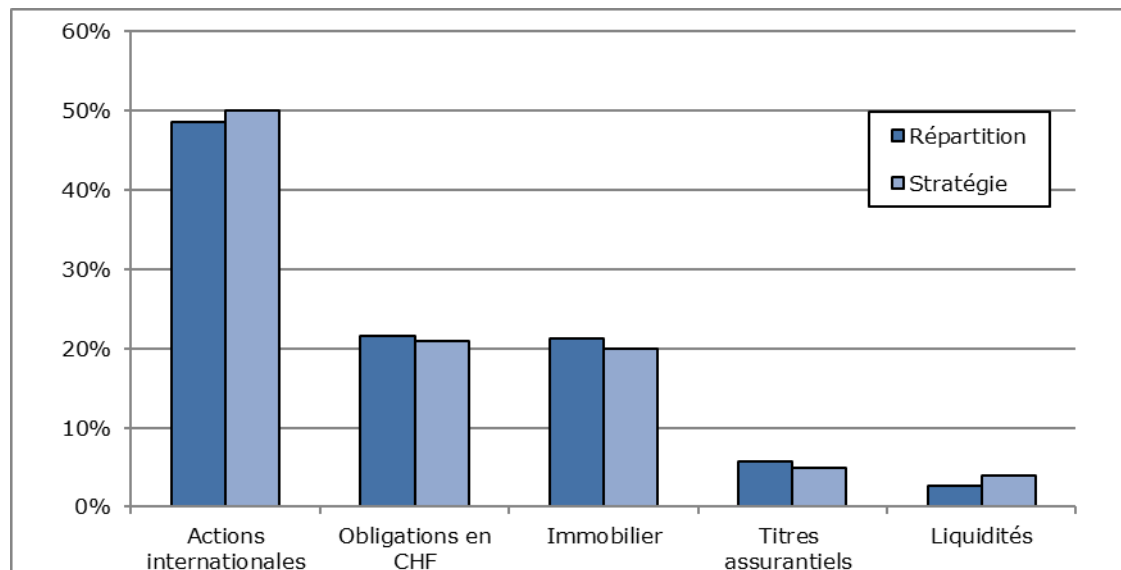
1. En 2022, le portefeuille de placements du Régime des pensions a enregistré un taux de rendement nominal de -12,9% à la suite du ralentissement des marchés financiers mondiaux. Alors que le taux d'inflation en Suisse s'est établi à près de 2,8% pour 2022, le rendement réel du portefeuille a été de -15,7% sur l'année. Même si la conjoncture économique actuelle reste difficile, ce rendement négatif est en grande partie dû au fait que la valorisation sur les marchés financiers a renoué avec des niveaux plus proches de la normale après avoir atteint des valeurs extrêmes en 2021. Si cette évolution a entraîné une diminution de la valeur marchande du portefeuille du Régime, elle a aussi amélioré la capacité de celui-ci à générer des revenus. En tant qu'investisseur à long terme, le Régime des pensions peut tolérer cette instabilité.

Tableau 1 Rendement net des placements

	Nominal	Réel
2018	-5,8%	-6,5%
2019	12,6%	12,4%
2020	4,2%	5,0%
2021	11,3%	9,7%
2022	-12,9%	-15,7%

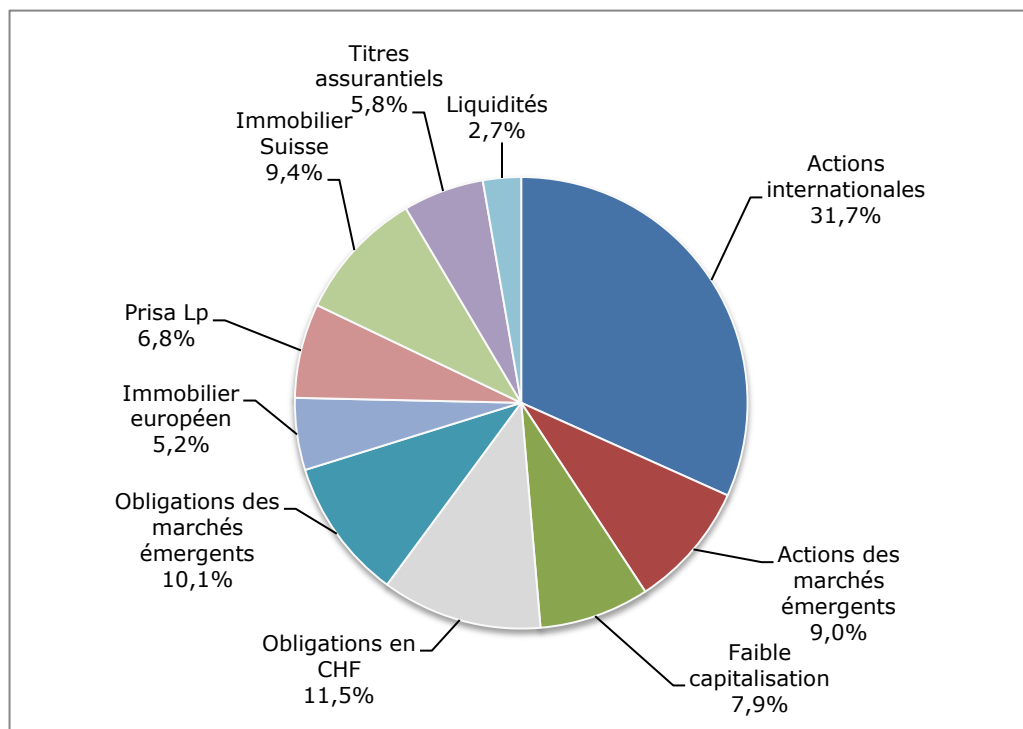
1.2 Répartition des actifs

Figure 2 Répartition des actifs au 31 décembre 2022, répartition effective/stratégie



2. Le RPOMC rééquilibre son portefeuille pendant le premier trimestre de chaque année en réalignant, selon les besoins, la répartition de chaque catégorie d'actifs conformément à la stratégie.¹ Ce mécanisme permet de tirer parti de la volatilité des marchés financiers car il consiste à vendre des titres qui sont devenus relativement plus chers et à acheter des actifs qui sont devenus relativement moins chers. Un rééquilibrage sera aussi déclenché par les variations des marchés financiers qui entraînent un écart du poids des actions du portefeuille de plus de 10% par rapport à la répartition stratégique.

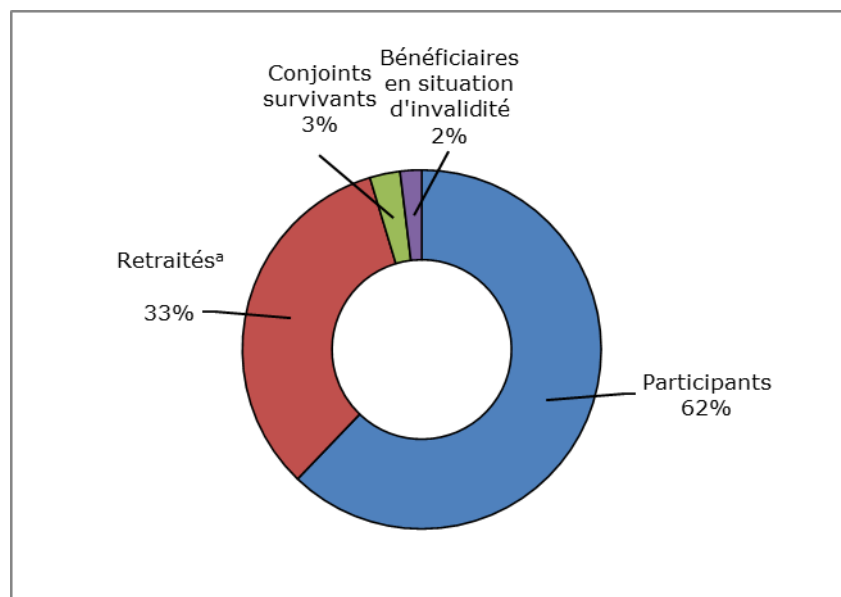
Figure 3 Répartition détaillée des actifs en 2022



¹ Voir la référence au rééquilibrage figurant dans le glossaire et l'annexe 2 pour plus de renseignements sur cette approche.

1.3 Participants et bénéficiaires en 2022

Figure 4 Participation au Régime, par catégorie



a Y compris les pensions de retraite différée.

3. Au 31 décembre 2022, il y avait 705 participants, soit légèrement moins que le nombre de participants enregistré au 31 décembre 2021 (716). Quant au nombre de bénéficiaires, il est passé de 427 à 446 au cours de cette même période.

Tableau 2 Participation au Régime

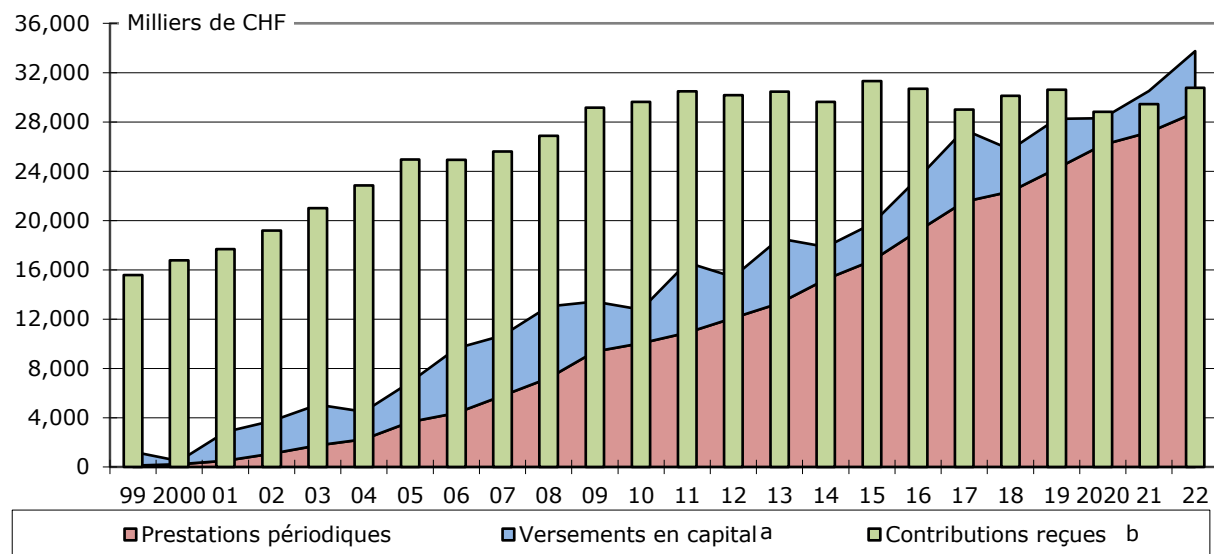
Composition	2021	2022
Nombre de participants	716	705
Nombre de bénéficiaires	427	446

Tableau 3 Types de prestations

Types de prestations	Nombre total		Prestation moyenne mensuelle	
	Année 2021	Année 2022	Année 2021	Année 2022
Pensions de retraite	194	202	7 000 CHF	7 100 CHF
Pensions de retraite anticipée	138	144	5 000 CHF	5 200 CHF
Pensions d'invalidité ^a	22	22	5 600 CHF	5 400 CHF
Pensions de réversion du conjoint survivant	29	31	4 200 CHF	4 100 CHF
Pensions d'enfant	19	17	500 CHF	500 CHF
Pensions de retraite différée	25	30	-	-

a comprend les prestations versées aux bénéficiaires ayant atteint l'âge de la retraite

4. Le nombre de bénéficiaires augmentant continuellement, les prestations versées chaque année au titre du Régime augmentent aussi. En 2022, les prestations périodiques et les versements en capital se sont élevés à 33,7 millions de CHF, soit une augmentation d'environ 3,2 millions de CHF par rapport à l'année précédente. Les prestations sont en outre plus élevées que les contributions reçues (30,8 millions de CHF). Étant donné que le nombre de retraités continue d'augmenter, on s'attend à ce que cet écart s'élargisse encore au fil des ans et on estime que cette évolution est parfaitement normale. Cette tendance est examinée dans le contexte des évaluations actuarielles auxquelles le Comité de gestion procède régulièrement pour suivre la situation financière à long terme du Régime.

Figure 5 Cotisations et dépenses au titre des prestations

a Y compris les transferts payés à d'autres organisations.

b Y compris les transferts reçus d'autres organisations.

2 RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE GESTION

5. En 2022, le Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC s'est réuni six fois dans le cadre de réunions ordinaires et une fois en session extraordinaire. Les réunions ont eu lieu sous une forme hybride. Elles se sont tenues le 11 février, le 22 février, le 25 avril, le 21 juin, le 20 septembre, le 24 octobre et le 5 décembre. Aux ordres du jour de toutes ces réunions figuraient, à titre permanent, un exposé de la situation en matière de placements et un rapport du Secrétariat sur les questions soulevées depuis la réunion précédente du Comité. De plus, certains points sont inscrits de manière récurrente à l'ordre du jour du Comité, comme l'approbation du Rapport annuel et des états financiers du Régime en vue de leur présentation au Conseil général, et l'examen de la situation actuarielle du Régime.

6. Outre les réunions formelles du Comité, les groupes de travail du Comité de gestion se sont réunis à treize reprises. À titre de comparaison, les groupes de travail se sont réunis à neuf reprises en 2021 et à six reprises en 2020. Dix réunions ont traité de questions actuarielles (et ont porté sur l'élaboration d'une proposition de réforme), deux de la question de l'invalidité et une des placements.

7. En 2022, le Comité et le Secrétariat se sont occupés en priorité de la situation actuarielle du Régime et ont ainsi publié les résultats de l'évaluation actuarielle complète, lesquels (sur la base des chiffres de 2020) ont fait apparaître un déficit de financement de 10,5% en ce qui concerne le taux de cotisation; ils ont établi une proposition de réforme pour remédier à ce déficit; et ils ont organisé plusieurs présentations à l'intention du Comité du budget, des finances et de l'administration (CBFA), des participants et des bénéficiaire sur la situation actuarielle et la proposition de réforme.

8. Le Comité et le Secrétariat ont par ailleurs entrepris des démarches importantes dans d'autres domaines de la gestion et de la gouvernance. Ils ont par exemple obtenu une opinion favorable des auditeurs externes et ont engagé des analyses et des initiatives en vue de mettre en œuvre leurs recommandations. Pour donner suite aux recommandations des audits de 2019 et 2020, le Comité a adopté des lignes directrices formalisant les procédures d'examen des données, des hypothèses et des méthodes actuarielles. Il a aussi formalisé un mécanisme avec l'administration de l'OMC pour verser une compensation au Régime au titre des coûts actuariels engagés dans les cas de cessations de service liées à des décisions en matière de gestion. De plus, le Comité a pris une décision relative à l'attribution de l'excédent de liquidités ou à la couverture des déficits de trésorerie en s'appuyant sur la répartition stratégique des placements, et il est convenu d'une procédure d'ajustement des pensions d'invalidité en fonction d'examens médicaux périodiques. Par ailleurs, le Comité a achevé l'examen annuel de sa stratégie de gestion des risques et du registre des risques, et il a étudié quatre cas d'invalidité.

3 EXAMEN DES RÉSULTATS EN MATIÈRE DE PLACEMENTS DU RPOMC

9. Le rendement nominal du portefeuille de placements a été de -12,9% en 2022, contre -12,2% pour l'indice de référence du Régime des pensions. En Suisse, l'inflation s'est établie à près de 2,8% en 2022. C'est pourquoi le rendement réel du portefeuille a été de -15,7% pour l'année.

10. Le portefeuille du Régime a enregistré des rendements annuels nominaux de +0,3% sur les trois dernières années, +1,4% sur les cinq dernières années et +4,1% sur les dix dernières années, respectivement. Malgré des rendements négatifs notables en 2022, le rendement sur 10 ans continue de dépasser l'objectif du Régime au regard de l'inflation suisse de +3,5%.

11. L'année 2022 a été marquée par la persistance des pressions inflationnistes apparues en 2021, aggravées par la guerre en Ukraine. L'accélération de l'inflation a poussé les banques centrales à changer radicalement leur politique monétaire en 2022 (la Réserve fédérale des États-Unis a relevé les taux à sept reprises au cours de l'année, les portant de 0,25% à 4,5%, ce qui représente la plus forte augmentation annuelle depuis 1980). Dans ce contexte, l'année a été caractérisée par une baisse simultanée de la quasi-totalité des marchés financiers.

12. Les valorisations des actions avaient atteint des niveaux extrêmes en 2021. Cette tendance s'est inversée en 2022, ce qui a largement contribué aux rendements négatifs. Les placements en actions, qui représentent 50% dans la répartition cible du Régime des pensions, ont affiché un rendement de -16,2% en 2022, contre -15,7% pour l'indice de référence.

13. Les politiques monétaires restrictives ont porté les rendements des obligations à leur plus haut niveau depuis 2011. Le recul enregistré par le marché des obligations a été le plus important en 50 ans. Les placements à revenu fixe (21% de la répartition cible des avoirs du Régime des pensions) ont rapporté -12,6%, contre -13,0% pour l'indice de référence du Régime. Les obligations libellées en CHF ont affiché des résultats négatifs en 2022 (-6,8%). Les obligations des marchés émergents ont enregistré des baisses plus marquées (-18,7%, contre -20,3% pour l'indice de référence).

14. Les placements sous forme de titres assurantiers (5% de la répartition cible des avoirs du Régime des pensions) ont affiché un rendement de -3,6% pour l'année, contre -5,5% pour l'indice de référence. Ces placements ne sont pas influencés par le taux d'intérêt ou les évolutions économiques. Le rendement négatif de 2022 s'explique par les pertes dues à l'ouragan Ian, en Floride, qui a été l'une des catastrophes les plus dévastatrices des 20 dernières années.

15. Les placements immobiliers représentent 20% de la répartition cible des avoirs. Le rendement de ce segment du portefeuille a été de -8,8% pour l'année. Le Fonds immobilier suisse (Crédit Suisse 1A Immo PK et Crédit Suisse RE Switzerland) a eu un rendement de -18,1% en 2022, tandis que l'indice SXI, qui suit le rendement des fonds immobiliers suisses cotés en bourse, a enregistré un rendement de -15,2%. Les fonds immobiliers internationaux, qui incluent les placements du Régime dans le fonds Warburg Henderson, PRISA LP et CBRE, ont enregistré un rendement consolidé de 0,7%.

16. Les rendements des obligations à faible risque sont restés très faibles, quand ils n'ont pas été négatifs, entre 2012 et 2021. Les rendements à long terme étant principalement déterminés par le rendement initial, il était prévisible que le résultat des placements réalisés pendant la période en question soit médiocre. La perspective de rendement pour les années à venir est plus prometteuse grâce à des rendements initiaux plus élevés. La baisse des cours des actions est également favorable aux rendements futurs à long terme.

4 SITUATION ACTUARIELLE DU RÉGIME

17. L'augmentation de la longévité et les perspectives revues à la baisse concernant les rendements futurs, conjuguées à des taux d'intérêt bas, ont permis d'identifier un vaste déficit actuariel en 2022. Par la suite, le Comité de gestion a travaillé la majeure partie de l'année à l'élaboration d'un projet de proposition de réforme visant à rétablir une situation viable pour le Régime. Ce projet de proposition, dont l'objet est de remédier au déficit grâce aux efforts équilibrés des Membres, du personnel et des retraités de l'OMC, a été présenté à toutes les parties prenantes à la fin de 2022. Après des consultations intensives, la proposition est actuellement en cours de finalisation et elle sera présentée au CBFA, puis au Conseil général pour examen formel courant 2023.

18. La proposition de réforme est conçue pour remédier au déficit de financement actuariel identifié à la fin de 2020. Le taux de cotisation requis (TCR) projeté doit être supérieur de 10,5 points pour que le Régime reste viable au regard des conditions et des hypothèses actuelles concernant l'avenir (soit un

TCR de 34,2%, contre 23,7% actuellement). Le déficit actuel correspond à un ratio de financement de 80%, ce qui signifie pour l'essentiel que les avoirs et les revenus futurs sont égaux à 80% de ce qui serait nécessaire pour financer les engagements en toute viabilité à l'horizon actuariel prévu.

19. L'objectif de combler le déficit de 10,5% identifié en 2020 est considéré comme une cible valide, même si l'ampleur du déficit mesuré lors d'évaluations intérimaires ultérieures varie en fonction de l'évolution démographique et de la volatilité, en glissement annuel, de la valorisation sur les marchés financiers. Par exemple, si la valorisation a beaucoup augmenté en 2021, le déficit estimé est tombé à 9,4% (taux de financement de 82,3%). Cependant, la prochaine évaluation devrait faire apparaître un déficit accru à la fin de 2022 à cause du recul des marchés financiers, en lien avec une autre année de fonctionnement avec un déficit actuariel. L'évaluation actuarielle intérimaire réalisée à la fin de 2022 sera présentée en détail au CBFA dans un rapport distinct par l'actuaire-conseil à la mi-2023.

5 ENGAGEMENTS ACCUMULÉS DU RÉGIME SUIVANT LES NORMES IPSAS

20. Les états financiers de l'OMC comprennent une estimation actuarielle des prestations de retraite qui diffère de l'évaluation actuarielle du RPOMC dont il est question dans la section 4 ci-dessus, en ce qui concerne la portée et la méthode. Conformément aux normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS), cette estimation est élaborée afin de présenter un rapport sur les engagements accumulés au titre des prestations dues aux employés au 31 décembre de chaque année, qui incluent principalement les pensions et l'assurance santé après cessation de service.

21. L'estimation IPSAS des engagements relatifs aux pensions représente les engagements hypothétiques de l'Organisation pour couvrir l'ensemble des droits à prestations acquis par ses employés actuels et ses retraités au 31 décembre 2022. Contrairement à l'évaluation actuarielle dont il est question dans la section 4 ci-dessus, l'estimation IPSAS ne tient pas compte des futurs employés, et elle utilise une méthodologie différente pour fixer le taux d'actualisation.

22. Les deux évaluations figurent, avec le bilan, dans l'état n° 2 des états financiers.

6 ORGANISATION ET STRUCTURE DU RÉGIME DES PENSIONS AU 31 DÉCEMBRE 2022

23. Le 26 mars 1999, le Comité de gestion du Régime des pensions a été dûment constitué par le Conseil général, conformément aux dispositions de l'article 4 du Statut.

24. Le Statut et le Règlement administratif du Régime des pensions de l'OMC ont été adoptés par le Conseil général le 16 octobre 1998 (WT/L/282). Le Conseil général a approuvé le Règlement intérieur du Comité de gestion le 8 mai 2001 (WT/L/402). Le Statut du Régime a été modifié par le Conseil général les 1^{er} décembre 2005, 28 juillet 2009, 26 octobre 2011, 30 novembre 2015 et 26 juillet 2017. Le Règlement administratif a été modifié le 23 septembre 2005 et le 7 décembre 2016, et le Règlement intérieur a été modifié le 7 décembre 2016.

25. Au 31 décembre 2022, la structure de gouvernance et la structure administrative du Régime des pensions se présentaient schématiquement comme suit.

M. Jean-Marc van Dril, Président			
Mme Wendy G. Campagna	Membres élus par le Conseil général	Mme Antonia Carzaniga	Membres désignés par la Directrice générale
Mme Alicia Goujon		Mme Aegyoung Jung	
M. Conor Harrington		M. Rainer Lanz	
M. Darryl Leong		M. Thomas Verbeet	
Mme Wei-Ting Chiu	Suppléants élus par le Conseil général	Mme Kerry Allbeury	Suppléants désignés par la Directrice générale
Mme Brigitte Lueth		Mme Laura Monnet	
M. Rodolfo Rivas		Mme Nthisana Phillips	
Mme Chiara Santangelo		Mme Zheng Wang	
M. Robert Luther	Observateur au nom des bénéficiaires		
M. Paul Rolian	Observateur suppléant au nom des bénéficiaires		

Secrétariat	John Breckenridge, Secrétaire Yann Marcus, Administrateur chargé des pensions Dário Muhamudo, Spécialiste des pensions
Comptabilité et services d'appui administratifs externalisés	Trianon S.A.
Actuaire-conseil	c-alm
Médecin-conseil	Centre d'expertise médicale Lancy (CEML)
Analyste financier/conseiller en placement	MBS Capital Advice S.A.
Dépositaire central des avoirs	The Northern Trust Company Pictet Asset Services
Gestionnaires de fonds	Blackrock (portefeuille d'obligations des marchés émergents couvert en CHF) Crédit Suisse (portefeuille d'actions à faible capitalisation, portefeuille d'obligations suisses et portefeuille immobilier suisse) GMO (portefeuille d'obligations des marchés émergents couvert en CHF) MFS (portefeuille d'obligations des marchés émergents couvert en CHF) Pictet (portefeuilles d'actions (actions internationales et marchés émergents)) Prisa LP (portefeuille immobilier des États-Unis) Warburg Henderson (portefeuille immobilier européen) CBRE (portefeuille immobilier européen) Scor (titres assurantiels) Gam (titres assurantiels)
Auditeur externe	Cour des comptes française

7 COMPTES

25. Les états financiers et appendices sont reproduits dans la section 9 du présent rapport. Les notes relatives aux états financiers figurent dans l'annexe 1 et donnent d'importantes explications additionnelles sur les comptes. Ces notes sont essentielles pour comprendre les comptes et la position financière du Régime.

26. L'état des recettes et des dépenses pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 est reproduit dans l'état n° 1.

27. Le bilan au 31 décembre 2022 est reproduit dans l'état n° 2.

28. La provenance et l'utilisation des fonds au cours de l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 sont indiquées dans l'appendice A.

29. Les taux de change utilisés à la clôture des comptes le 31 décembre 2022 et la répartition par monnaie au 31 décembre 2022, après couverture, sont indiqués en détail dans l'appendice G.

30. On trouvera dans l'appendice J un glossaire permettant de mieux comprendre les tableaux.

31. Les notes figurant dans l'Annexe 1 donnent des explications sur les faits importants qui ont marqué les comptes de 2022.

8 AUDITEUR EXTERNE

32. Le rapport de l'auditeur externe des comptes du Régime des pensions de l'OMC pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 est établi de façon distincte du rapport annuel.

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE

Cour des comptes



Le Premier président

Paris, le - 1 JUIN 2023

À Monsieur Jean-Marc VAN DRIL
Président du Comité de gestion du
Régime des pensions de l'Organisation
mondiale du commerce

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE

Nous avons examiné les états financiers du Régime des pensions de l'Organisation mondiale du commerce (RPMC) pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, qui comprennent l'état des recettes et des dépenses, le bilan et les tableaux annexes. Ces états financiers ont été établis conformément au statut du Régime et au règlement intérieur sous la responsabilité du Secrétariat du Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC. Ils ont été préparés selon les principes et méthodes comptables en usage depuis la création du Régime et constituent des états financiers à usage spécifique. Il nous appartient d'exprimer, sur la base de notre vérification, une opinion sur ceux-ci.

Nous avons effectué notre vérification conformément aux normes internationales d'audit (*International Standards on Auditing – ISA*). Ces normes requièrent que nos travaux soient organisés et exécutés de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitude significative. Une vérification consiste notamment à examiner, par sondage, les justificatifs des montants et autres données figurant dans les états financiers. Elle consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives faites par le secrétariat du Régime et à évaluer la présentation générale des états financiers. Nous estimons que la vérification que nous avons effectuée constitue une base raisonnable sur laquelle fonder notre opinion.

Notre opinion est que les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du Régime de pensions de l'OMC au 31 décembre 2022 et des résultats financiers de l'exercice clos à cette date conformément au cadre comptable spécifique du Régime des pensions de l'Organisation mondiale du commerce.

Observation (Emphasis of matter)

Nous appelons l'attention des utilisateurs sur le fait que ces états financiers ont été préparés conformément à un cadre comptable spécifique et qu'en conséquence il est possible qu'ils ne puissent se prêter à un autre usage que celui pour lequel ce cadre comptable a été adopté.

Pierre MOSCOVICI

9 ÉTATS FINANCIERS

9.1 Lettre d'attestation de la Direction

33. En application de l'article 5 d) du Statut du Régime des pensions de l'OMC, le Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC est responsable des présents états financiers. Les renseignements financiers divulgués dans le présent rapport visent à donner une image fidèle des résultats financiers du Régime d'une manière complète et compréhensible.

34. Le Comité de gestion est chargé d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat sur l'élaboration de rapports financiers de façon à donner des assurances raisonnables de la fiabilité de ces états financiers en vue de leur usage externe. Cela comprend des politiques et procédures qui 1) prévoient la tenue de registres rendant compte avec exactitude et fidélité des transactions du Régime, 2) donnent l'assurance raisonnable que les transactions sont autorisées et enregistrées conformément au Statut et aux Règlements du Régime et 3) donnent des assurances raisonnables quant à la prévention ou la détection rapide de l'acquisition, de l'utilisation ou de l'aliénation non autorisées d'actifs du Régime. Cependant, en raison des limitations propres au contrôle interne de l'établissement des rapports financiers, il est possible que ces contrôles ne permettent pas d'empêcher ni de détecter toutes les déclarations erronées.

35. Sur la base de ce qui précède, le Comité de gestion a conclu que les présents états financiers donnaient une image fidèle de la situation et des résultats financiers du Régime au 31 décembre 2022.

Jean-Marc van Dril

Président

Comité de gestion du RPOMC

John Breckenridge

Secrétaire

Régime des pensions de l'OMC

9.2 État n° 1: État des recettes et des dépenses

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES (CHF)		
	2022	2021
Recettes		
Revenu des placements		
Bénéfices sur titres	-	75 371 340
Réévaluation monétaire	-	-
	-	75 371 340
Cotisations		
Organisation, cotisations régulières	19 770 060	19 486 923
Organisation, cotisations additionnelles	-	-
Participants, cotisations régulières	9 928 018	9 778 321
Intérêts sur les validations	110	361
Restitutions	11 216	136 669
Intérêts sur les restitutions	1 063	-
Transferts d'autres organisations	956 741	32 150
Intérêts sur les transferts d'autres organisations	109 541	-
	30 776 750	29 434 424
Demandes de remboursement au titre de l'assurance décès-invalidité	657 535	645 051
Recettes totales	31 434 285	105 450 815
Dépenses		
Prestations périodiques		
Pension de retraite (article 23)	17 039 339	15 771 686
Pension de retraite anticipée (article 24)	8 657 802	8 331 035
Pension d'invalidité – (article 28)	1 456 039	1 478 417
Pension de réversion du conjoint survivant (article 29)	1 506 775	1 456 261
Pension d'enfant (article 30)	108 178	109 448
	28 768 133	27 146 847
Prestations en capital		
Versement de départ au titre de la liquidation des droits (article 26)	1 013 239	710 058
Conversion (articles 23 c), 24 d) et 25 c))	3 964 850	2 139 862
Versements résiduels (article 33)	-	483 242
Transferts à d'autres organisations	-	33 257
Intérêts sur les transferts à d'autres organisations	-	1 726
	4 978 090	3 368 145
Couverture des risques de décès et d'invalidité des participants	-	707 813
Pertes sur placements		
Pertes sur titres	93 772 914	-
Réévaluation monétaire	136 916	2 950
Intérêts négatifs sur le crédit	106 200	197 963
	94 016 030	200 913
Frais de placement et autres frais administratifs		
Frais de gestion	503 184	577 824
Trianon et autres frais administratifs	195 789	209 943
Frais de consultation	145 000	120 000
Frais actuariels	146 134	93 738
Frais bancaires	38 252	28 928
	1 028 358	1 030 433
Dépenses totales	128 790 611	32 454 151
Profit/pertes () pour la période	-97 356 326	72 996 664

9.3 État n° 2: Bilan

Bilan (CHF)					
Avoirs	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021	Engagements	Au 31/12/2022	Au 31/12/2021
Placements			Engagements à court terme		
Valeurs mobilières	622 345 276	706 361 395	Charges à payer	89 004	540 004
Liquidités et quasi-liquidités	17 275 927	30 985 894		89 004	540 004
	639 621 203	737 347 289	Capital		
Actifs à court terme			Fonds au 1 ^{er} janvier	738 582 311	665 585 646
Impôts à la source récupérables	1 693 786	1 775 026	Profit / pertes (-)	-97 356 326	72 996 664
Recettes échues	-	-		641 225 985	738 582 311
Cotisations additionnelles à recevoir	-	-			
	1 693 786	1 775 026			
Total des avoires	641 314 989	739 122 315	Total des engagements	641 314 989	739 122 315

36. Veuillez noter que ce bilan n'indique ni la valeur actuelle des prestations futures (les engagements au titre des pensions) au passif ni les cotisations futures capitalisées à l'actif. Dans les états financiers de l'OMC, les engagements au titre des pensions sont estimés à 1 405 millions de CHF conformément aux normes comptables IPSAS. Si l'on déduit de ce montant la valeur des avoires du Régime des pensions, soit 641 millions de CHF, on obtient un passif net estimé pour prestations dues aux employés de 764 millions de CHF. Cette valeur nette représente les engagements hypothétiques de l'Organisation pour couvrir l'ensemble des droits à prestations de ses employés actuels et de ses retraités au 31 décembre 2022. Elle ne correspond pas à l'évaluation à long terme utilisée pour gérer le Régime, principalement parce qu'elle ne tient pas compte des futurs employés et utilise une méthodologie différente pour fixer le taux d'actualisation.

37. À l'inverse, le modèle actuariel utilisé pour gérer le Régime conformément à l'article 9 du Statut tient compte des cotisations et des prestations futures pour un groupe ouvert de participants, ainsi que d'un taux de rendement réel projeté fondé sur le rendement prévu pour la répartition stratégique du portefeuille (voir appendice D). Il vise à établir des estimations optimales, quoique prudentes, des futurs prestations, cotisations au régime et rendements des placements. Ce modèle estime les engagements relatifs aux pensions à 1 059 millions de CHF¹, ce qui, comme il est expliqué dans la section 4 du Rapport annuel, représente un important déficit de financement. Le Comité de gestion travaille à l'élaboration d'une proposition de mesures visant à combler ce déficit de financement.

¹ Soit la valeur actuelle des prestations futures (1 894 millions de CHF) moins la valeur actuelle des cotisations futures (835 millions de CHF).

9.4 Appendice A: Provenance et utilisation des fonds

Provenance et utilisation des fonds (CHF)		
	2022	2021
Fonds au 1^{er} janvier	739 122 315	665 747 474
Plus:		
Source		
Cotisations reçues	30 776 750	29 434 424
Revenu des placements	-	75 170 427
Remboursements des demandes d'indemnités au titre de l'assurance décès-invalidité	657 535	645 051
Augmentation des engagements à court terme	-	378 176
Total	31 434 285	105 628 078
Moins:		
Utilisation		
Pertes sur titres	94 016 030	200 913
Règlement des prestations	33 746 223	30 514 992
Couverture des risques de décès et d'invalidité des participants	-	707 813
Frais de placement et autres frais administratifs	1 028 358	1 030 433
Réduction des engagements à court terme	451 000	-
Total	129 241 611	32 253 238
Fonds au 31 décembre	641 314 989	739 122 315

9.5 Appendice B: Répartition des dépenses

Dépenses (CHF)		
	2022	2021
<u>Frais de gestion des placements^a</u>		
MFS	98 642	110 521
Northern Trust	16 077	19 001
Pictet ^b	388 465	448 302
Total	503 184	577 824
<u>Frais de consultation</u>		
MBS Capital Advice	145 000	120 000
<u>Frais actuariels</u>		
c-alm ^b	146 134	93 738
<u>Frais administratifs</u>		
Trianon et autres frais administratifs	195 789	209 943
<u>Autres dépenses</u>		
(frais bancaires et frais d'audit externe)	38 252	28 928
Total	1 028 358	1 030 433

Note: Les coûts du secrétariat du RPOMC sont pris en charge par l'OMC et ne sont pas indiqués dans les états financiers du Régime des pensions (voir le paragraphe 9 de l'annexe 1).

- a Les frais de gestion indiqués dans ce tableau sont les frais facturés séparément au Régime ainsi que les droits de garde. Ils ne comprennent pas les frais de gestion inclus dans la valeur déclarée des avoirs, qui sont estimés à 1 959 407 CHF pour 2022.
- b Les frais actuariels pour 2021 et 2022 couvrent les coûts exceptionnels liés à la transition faisant suite au recrutement d'un nouvel actuaire et à des avis d'experts en lien avec l'élaboration d'une proposition de réforme visant à couvrir le déficit actuariel.

9.6 Appendice C: Aperçu des mandats de placement

Aperçu des mandats de placement						
Catégorie d'actifs	Gestionnaires de fonds	Indice de référence	Erreur de poursuite <i>ex-ante</i>	Début	Lieu	Site Web
Actions internationales	Pictet & Cie	40% MSCI Europe, 40% MSCI North America, 20% MSCI Pacific	Indexé	Janvier 2011	Genève, Suisse	pictet.com
Actions des marchés émergents	Pictet & Cie	MSCI Emerging Markets	Indexé	Mai 2016	Genève, Suisse	pictet.com
Actions internationales à faible capitalisation	Crédit Suisse	MSCI World ex Switzerland Small Caps	Indexé	Août 2020	Zürich, Suisse	credit-suisse.com
Obligations des marchés émergents	BlackRock	JP Morgan EMBI Glob Div. couvert en CHF	Indexé	Janvier 2016	New York, États-Unis	blackrock.com
Obligations des marchés émergents	MFS	JP Morgan EMBI Glob Div. couvert en CHF	2 à 3%	Janvier 2011	Boston, États-Unis	mfs.com
Obligations des marchés émergents	GMO	JP Morgan EMBI Glob Div. couvert en CHF	3 à 5%	Janvier 2011	Boston, États-Unis	gmo.com
Immobilier européen	Warburg Henderson	6,5% p.a.	-	Décembre 2006	Hambourg, Allemagne	warburg-henderson.com
Immobilier des États-Unis	PRISA LP	NCREIF Fund Index ODCE	-	Février 2015	Madison, États-Unis	pramericarei.com
Immobilier européen	CBRE	-	-	Décembre 2018	Londres, Royaume-Uni	cbre.com
Immobilier suisse	Crédit Suisse	SXI Real Estate Fund Index	-	Novembre 2008	Zürich, Suisse	credit-suisse.com
Titres assurantiers	Scor	Swiss Re Global CAT bond couvert en CHF	-	Décembre 2019	Paris, France	scor.com
Titres assurantiers	Gam	Swiss Re Global CAT bond couvert en CHF	-	Décembre 2019	Connecticut, États-Unis	gam.com/fr/managers/fermat-capital-management
Obligations en CHF	Crédit Suisse	SBI AAA-BBB 1-5 Y	-	Août 2020	Zürich, Suisse	credit-suisse.com

9.7 Appendice D: Répartition des actifs

Répartition des actifs au 31 décembre 2022				
Avoirs	Millions de CHF	Part actuelle	Stratégie	Écart par rapport à la stratégie
Actions internationales	311,2	48,6%	50,0%	-1,4%
Marchés développés	203,0	31,7%	32,0%	-0,3%
Marchés émergents	57,8	9,0%	10,0%	-1,0%
Faible capitalisation	50,4	7,9%	8,0%	-0,1%
Obligations en CHF^a	137,9	21,6%	21,0%	0,6%
Obligations en CHF	73,3	11,5%	13,0%	-1,5%
Obligations des pays émergents	64,6	10,1%	10,0%	0,1%
Immobilier	136,3	21,3%	20,0%	1,3%
Immobilier européen	33,0	5,2%	5,0%	0,2%
Immobilier des États-Unis	43,3	6,8%	5,0%	1,8%
Immobilier suisse	60,0	9,4%	10,0%	-0,6%
Autres placements	37,0	5,8%	5,0%	0,8%
Titres assurantiels ^a	37,0	5,8%	5,0%	0,8%
Liquidités	17,4	2,7%	4,0%	-1,3%
Total	639,7			

Note: Les totaux ne coïncident pas toujours exactement car les chiffres ont été arrondis.

a Couvertes en CHF. Le régime assure une couverture de 80% des obligations étrangères et des placements en titres assurantiels. La couverture est renouvelée chaque trimestre.

9.8 Appendice E: Rendement des placements

Rendement des placements au 31 décembre 2022 (en termes nominaux)					
	Sur 1 an p.a.	Sur 3 ans p.a.	Depuis la création p.a.	EP ^a	RI ^a
TOTAL					
Titres consolidés	-12,9%	0,3%	4,1%	3,49%	-0,19
Valeur ajoutée ^b	-0,7%	-0,7%	-0,2%		
ACTIONS					
Actions consolidées	-16,2%	1,2%	6,4%	0,55%	-0,25
Valeur ajoutée	-0,5%	-0,1%	0,3%		
Marchés développés	-14,9%	2,2%	6,9%		
Valeur ajoutée	-0,2%	-0,1%	-0,2%		
Marchés émergents	-19,1%	-4,5%	4,0%		
Valeur ajoutée	-0,2%	-0,3%	0,0%		
Faible capitalisation	-17,1%				
Valeur ajoutée	0,3%				
TITRES À REVENU FIXE^c					
Titres à revenu fixe consolidés^d	-10,9%	-2,3%	1,7%	3,16%	0,09
Valeur ajoutée	0,2%	0,3%	0,1%		
Obligations des pays émergents	-18,7%	-6,5%	1,9%		
Valeur ajoutée	1,6%	0,7%	0,5%		
Obligations en CHF	-6,8%	-6,5%	1,9%		
Valeur ajoutée	-0,3%	0,7%	0,5%		
Titres assurantiers	-3,6%	0,8%	0,6%		
Valeur ajoutée	1,9%	0,0%	-0,3%		
IMMOBILIER					
Placements immobiliers consolidés	-8,8%	0,0%	3,2%	---	---
Valeur ajoutée ^b					
Warburg Henderson	-7,3%	-4,7%	2,5%	---	---
Valeur ajoutée ^b					
CBRE	-7,1%	-0,9%	-0,3%	---	---
Valeur ajoutée ^b					
Prisa	7,1%	7,3%	6,7%	---	---
Valeur ajoutée	-2,0%	-1,0%	-2,5%		
Crédit Suisse^e	-18,1%	-2,9%	2,5%	---	---
Valeur ajoutée	-2,9%	-3,2%	-2,2%		

Note: Les rendements sont présentés nets de frais et de coûts. Les rendements consolidés (sur 1 an, 3 ans et depuis le début, en août 1999) sont calculés en tenant compte des véhicules de placement précédents, qui ont été liquidés avant l'établissement du présent rapport et ne sont pas indiqués séparément dans le tableau.

a EP = erreur de poursuite sur trois ans, RI = ratio d'information sur trois ans.

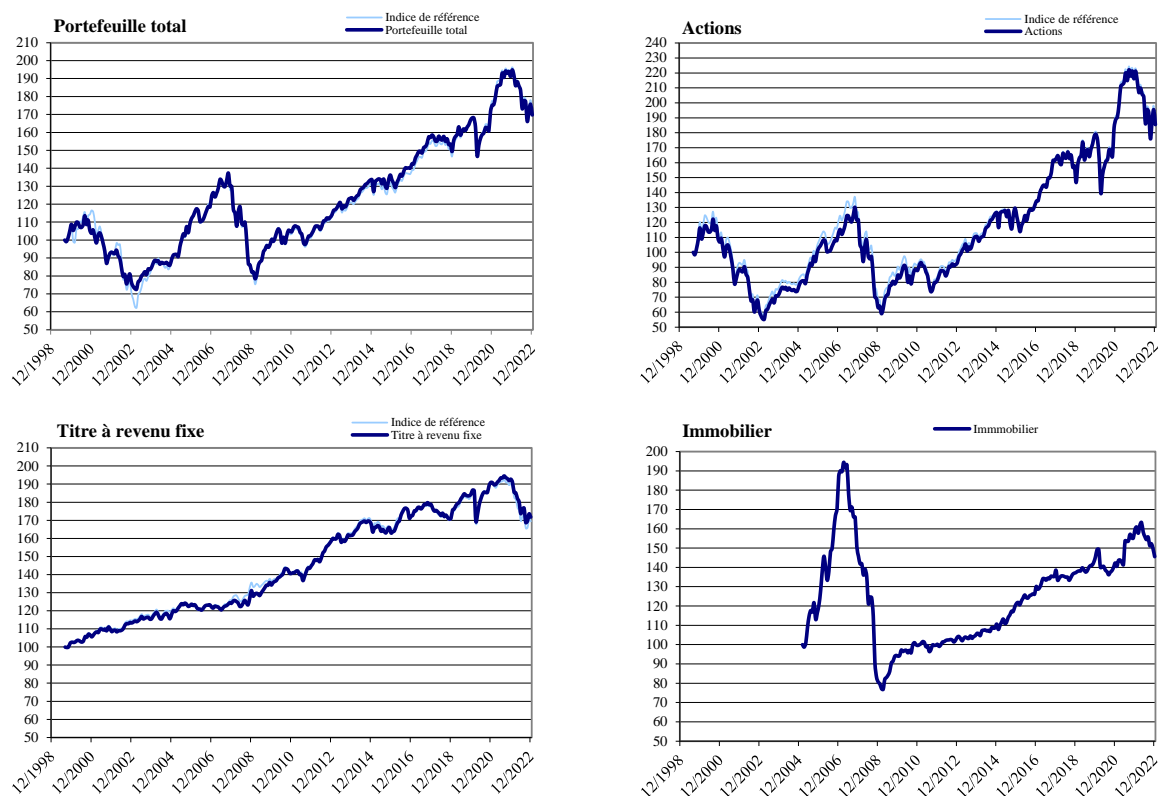
b La valeur ajoutée est une comparaison de la performance par rapport à l'indice de référence, sauf quand il n'existe aucun indice de référence formel (Warburg Henderson et CBRE), comme indiqué à l'appendice C.

c Conformément aux principes du Régime en matière de placements, le Régime réduit au minimum le risque de change de ses placements à revenu fixe et en titres assurantiers en investissant dans des instruments libellés en francs suisses ou en couvrant des placements libellés dans des monnaies autres que le franc suisse. Dans ce dernier cas, les gains, pertes et coûts des instruments de couverture sont incorporés dans le rendement de la catégorie d'actifs concernée, ce qui est compatible avec le fait que l'objectif de rendement attendu de ces instruments est pris en compte en CHF lors de la prise de décision concernant le placement.

d Outre le rendement des obligations, le rendement des titres à revenu fixe consolidés inclut les intérêts versés sur les liquidités du Régime.

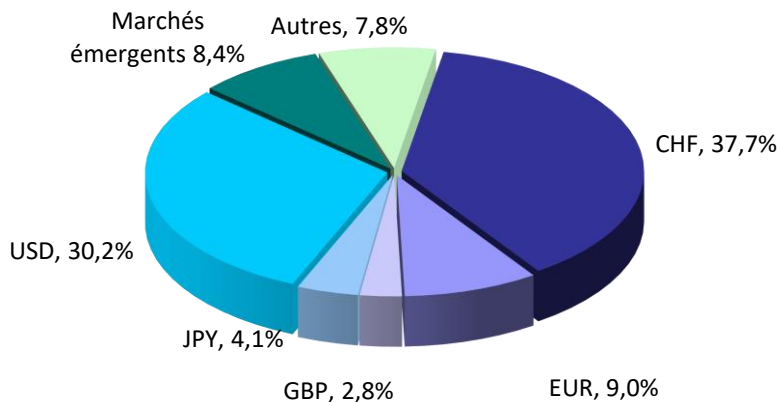
e Le portefeuille de Crédit Suisse se compose de deux fonds: CS Immo PK et CS RE Switzerland (fonds indiciel)

9.9 Appendice F: Historique du rendement des placements depuis la création du Régime jusqu'au 31 décembre 2022



9.10 Appendice G: Taux de change utilisés à la clôture des comptes le 31 décembre 2022

Paire de monnaies	Taux de change
CHF pour 1 EUR	0,9874
CHF pour 1 USD	0,9252
JPY pour 1 CHF	142,6124
CHF pour 1 GBP	1,1129

Figure 6 : Répartition par monnaie au 31 décembre 2022, après couverture**9.11 Appendice H: Participation au Régime des pensions**

Les tableaux ci-après montrent l'évolution du nombre de participants et de bénéficiaires du Régime des pensions en 2022.

Nombre de participants et de bénéficiaires au 31 décembre 2021

	2021	2022
Membres actifs	716	705
Bénéficiaires	427	446

Participants au Régime des pensions en 2022

Total au 31 décembre 2021	716
Changements en 2022	
- Adhésions	126
- dont réaffiliations conformément aux dispositions de l'article 15 b) du Statut	48
- Sorties	137
Total au 31 décembre 2022	705
Ventilation des sorties en 2022	
- retraite	10
- retraite anticipée	7
- retraite différée	4
- versement de départ au titre de la liquidation des droits	42
- transfert	0
- ajournement de la décision	74
- décès	0
- invalidité	0
Total des sorties	137

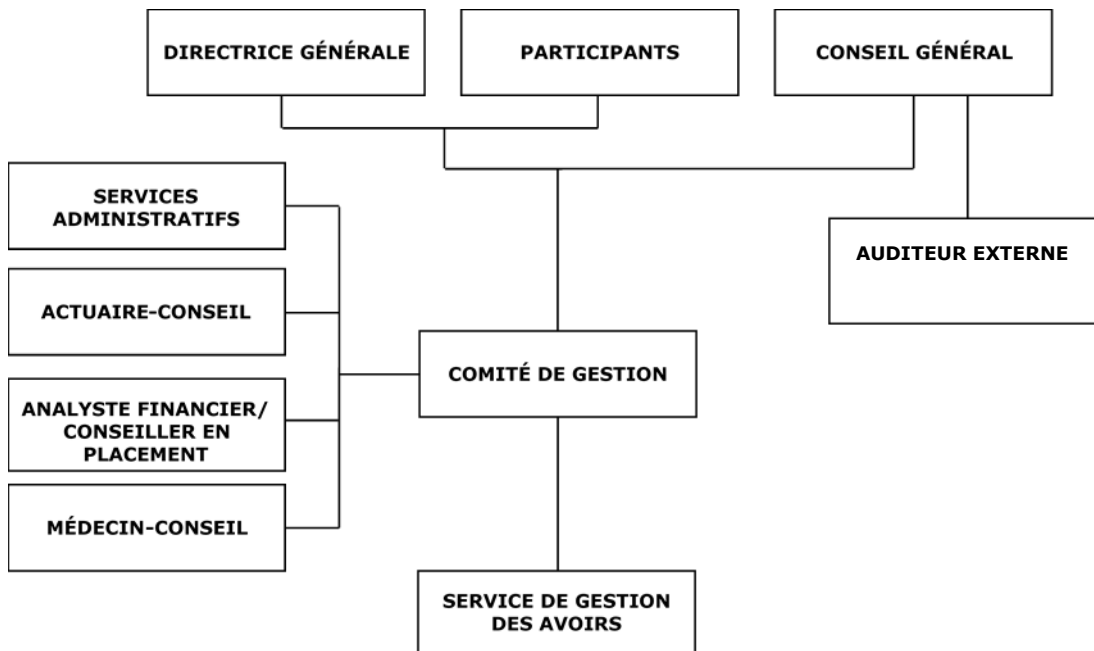
Prestations versées par le Régime des pensions

Types de prestations	Au 31 décembre 2021	Nouvelles prestations en 2022	Prestations ayant pris fin en 2022	Au 31 décembre 2022
Retraite ^a	194	11	-3	202
Retraite anticipée ^a	138	8	-2	144
Retraite différée ^b	25	6	-1	30
Pension de réversion du conjoint survivant	29	2	0	31
Pension d'invalidité partielle/totale	22	0	0	22
Pension d'enfant	19	2	-4	17
Total des prestations	427	29	-10	446

a Comprend une prestation différée qui a commencée à être versée en 2022.

b Ne comprend qu'une seule retraite différée qui n'est pas encore en cours de versement. Les retraites différées en cours de versement sont classées comme retraite ou retraite anticipée.

9.12 Appendice I: Structure du Régime des pensions de l'OMC



9.13 Appendice J: Glossaire

Bénéfices/pertes sur titres: Résultat:

- des gains/pertes de capital sur les titres;
- des bénéfices découlant de la distribution de dividendes et des intérêts reçus sur les placements; et
- de la réévaluation des titres au prix du marché au 31 décembre (bénéfices ou pertes non réalisés).

Charges à payer: Dépenses engagées sans être payées au cours de l'exercice.

Conversion: Pension de retraite, pension de retraite anticipée ou pension de retraite différée convertie à la demande du participant en une somme en capital ne dépassant pas la moitié de l'équivalent actuariel de la pension ou le montant des propres cotisations du participant, le plus élevé des deux montants étant retenu.

Cotisations: Sommes payables pour restitution, validation et prestations, conformément à l'article 20 du Statut du RPOMC.

Cotisations à recevoir: Cotisations exigibles pour la période de cotisation de l'exercice mais reçues après le 31 décembre.

Couverture du risque de change: Conformément à ses principes en matière de placements, le Régime s'efforce de limiter l'exposition au risque de change sur les instruments de la dette, car ce risque n'est en théorie pas compensé à long terme et ces instruments jouent un rôle stabilisateur permettant de réguler l'instabilité à court terme du portefeuille et d'enregistrer des gains de rééquilibrage. Lorsqu'il investit dans des actifs de dette libellés en d'autres devises que le franc suisse, le Régime couvre donc le risque de change. Techniquement, cette opération implique de recourir à des contrats à terme, dans le cadre desquels les deux parties conviennent d'échanger un montant fixe libellé dans une devise contre le même montant libellé dans une autre devise, à un taux de change prédéfini, à une date future. Si la devise utilisée pour le placement se déprécie et entraîne des pertes sur le portefeuille, les instruments de couverture compensent une partie de ces pertes. La couverture peut avoir un coût, qui est largement basé sur les différences entre les taux d'intérêt débiteurs et créditeurs des devises respectivement concernées.

Erreur de poursuite (EP): Écart type de performance du portefeuille par rapport à l'indice de référence. Il sert à mesurer le degré de risque du portefeuille par rapport à son indice de référence. Cette mesure ne doit pas être confondue avec le risque absolu; même s'il a un très faible degré de volatilité, un portefeuille peut être très risqué en raison de la nature sous-jacente du marché sur lequel il est investi. Pour un mandat de gestion indexée, l'erreur de poursuite est généralement inférieure à 0,8. Un mandat pour lequel le chiffre serait plus élevé serait considéré comme actif. EP = erreur de poursuite sur trois ans.

Frais actuariels: Honoraires facturés par l'actuaire-conseil pour la prestation de services actuariels.

Frais administratifs: Frais engagés pour l'administration générale du Régime des pensions. Ils n'incluent pas les coûts du Secrétariat du Régime, qui sont à la charge de l'OMC (article 5 f) du Statut du Régime).

Frais de consultation: Honoraires facturés par l'analyste financier/le conseiller en placement.

Frais de gestion: Honoraires versés pour la gestion des portefeuilles de l'OMC.

Gestion active des placements: Mode de gestion de portefeuille consistant à placer les avoirs d'une manière différente de l'indice de référence pour obtenir des rendements supérieurs à l'indice. Les inconvénients de ce mode de gestion sont des frais de gestion et des coûts de transaction plus élevés et le risque d'une sous-performance notable.

Gestion indexée: Mode de gestion de portefeuille visant à obtenir les rendements de l'indice de référence sous-jacent en reproduisant exactement la composition de cet indice ou en s'en rapprochant autant que possible à tout moment. Ce mode de gestion diffère d'une gestion active dans la mesure où il est beaucoup moins coûteux et ne tient pas compte des vues, des prévisions ni des avis du gestionnaire.

Impôt à la source récupérable: Impôt perçu à la source par les autorités fiscales nationales, qui est récupérable après le 31 décembre 2022. L'impôt à la source récupérable découle du fait que le Régime est considéré comme une entité exonérée d'impôt en raison de son lien à l'OMC. En tant qu'organisation internationale, l'OMC est exonérée de la plupart des impôts nationaux, comme la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), le droit de timbre fédéral et l'impôt sur les intérêts rapportés par les placements. Chaque année, le Régime adresse aux autorités suisses et autres autorités nationales des demandes de remboursement d'impôt. Il arrive parfois que certaines juridictions nationales ne reconnaissent pas automatiquement l'exonération fiscale du Régime, auquel cas une action administrative et politique d'envergure est souvent nécessaire pour que cette exonération soit pleinement reconnue.

Intérêts sur les validations et intérêts sur les restitutions: Intérêts versés au titre de l'article 20 d) et 20 e) du Statut du Régime des pensions.

Organisation, cotisations additionnelles: Cotisations additionnelles versées par l'Organisation pour compenser le coût actuariel additionnel dû aux cessations de service anticipées de participants à la suite de restructurations.

Ratio d'information (RI): Surperformance du gestionnaire par rapport à l'indice de référence divisé par l'erreur de poursuite du portefeuille. Ce ratio sert à mesurer la compétence du gestionnaire. En général, un ratio de plus de 0,30 démontre qu'il est compétent. RI = ratio d'information sur trois ans.

Recettes échues: Recettes acquises mais non reçues au cours de l'exercice.

Rééquilibrage: Réalignement de la répartition du portefeuille du Régime sur la stratégie. Un processus prédéfini identifie les éléments de déclenchement et autres aspects opérationnels (par exemple temporels) des mesures de rééquilibrage. Les règles sont approuvées par le Comité et appliquées automatiquement. Ce mécanisme tire parti des excès inévitables des marchés financiers.

Réévaluation monétaire: Représente l'ajustement des soldes au 31 décembre 2022 des comptes bancaires libellés en monnaies étrangères au taux de change du 31 décembre 2022. Cet ajustement provient d'une part de la variation des taux de change sur les soldes, en début d'année, des comptes bancaires libellés en monnaies étrangères ainsi que sur les mouvements enregistrés sur ces mêmes comptes en cours d'année au cours applicable au moment de la transaction.

Rendement pondéré par le temps: Indicateur du rendement composé. Il permet de réduire l'effet de distorsion des entrées et sorties et de comparer les rendements des gestionnaires de fonds et leurs indices de référence respectifs. Le rendement pondéré par le temps est très semblable au rendement géométrique moyen.

Restitution: Inclusion, dans la période de cotisation, de la période de cotisation antérieure d'un ancien participant qui recouvre la qualité de participant.

Statut et Règlement administratif: Statut et Règlement administratif adoptés par le Conseil général le 16 octobre 1998, tels que modifiés par le Conseil général le 1^{er} décembre 2005, le 28 juillet 2009, le 26 octobre 2011, le 30 novembre 2015, le 7 décembre 2016 et le 26 juillet 2017.

Taux de rendement: Variation en pourcentage de la valeur du portefeuille sur une période déterminée, compte tenu du revenu des placements et de la variation de la valeur de marché du portefeuille. Il est exprimé en tant que taux annuel équivalent. Le taux de rendement nominal est le rendement financier des actifs avant prise en compte de l'inflation (calculée sur la base de la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation en Suisse). Le taux de rendement réel est le taux de rendement nominal moins la variation de l'IPC suisse. Le terme "brut" signifie que le rendement est calculé avant déduction des frais liés aux placements, tandis que le terme "net" désigne le rendement incluant tous les frais liés aux placements. Le taux de rendement réel cible est le taux de rendement réel à long terme que le Régime doit obtenir pour pouvoir honorer ses engagements.

Titres assurantiels: Instruments financiers dont la valeur est déterminée par les primes d'assurance et les événements générateurs de pertes. Les titres assurantiels permettent aux compagnies d'assurance/de réassurance de conclure des contrats de transfert de risque avec les investisseurs sur le marché des capitaux, en vertu desquels l'investisseur offre une garantie en échange du versement d'une prime. Selon que le risque se matérialise ou non, la garantie est utilisée ou restituée à l'investisseur, et la prime est ajustée pour l'échéance suivante.

Validation: Définie à l'article 2 v) du Statut du RPOMC comme l'inclusion dans la période de cotisation d'une période de non-cotisation qui a précédé le commencement de la participation.

ANNEXES

ANNEXE 1 NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Conformément à l'article 14 a) du Statut du Régime des pensions, l'unité de compte du Régime des pensions est le franc suisse. Pour des raisons pratiques, les taux de change effectivement pratiqués pour les opérations de l'ONU sont utilisés pour convertir les autres monnaies en francs suisses, sauf dans le cas des portefeuilles de placements pour lesquels les taux indiqués à l'appendice G ont été utilisés aux fins de l'évaluation.

2. L'exercice comptable va du 1^{er} janvier au 31 décembre.

3. Conformément à l'article 13 du Statut du Régime et à la règle A.8 du Règlement intérieur, le Comité de gestion est chargé d'assurer la sécurité et la probité financières du Régime et en particulier le maintien de l'équilibre actuariel, les contrôles financiers et la tenue des comptes.

4. Conformément à l'article 5 e) du Statut du Régime et à la règle C.1 du Règlement intérieur, le vérificateur extérieur des comptes, à savoir le vérificateur extérieur des comptes (ou auditeur externe) de l'OMC, procède chaque année à la vérification des comptes du Régime. Les dispositions du chapitre XI ("Vérification extérieure des comptes") et l'appendice ("Mandat additionnel régissant la vérification extérieure des comptes") du Règlement financier de l'OMC s'appliquent mutatis mutandis à la vérification des comptes.

État des recettes et des dépenses

5. Le Régime des pensions a enregistré une perte sur titres de 93,8 millions de CHF.¹ Le rendement nominal ainsi enregistré a été de -12,9%, soit -15,7% en termes réels si on tient compte de l'inflation suisse. Ces résultats, qui reflètent la forte baisse des marchés financiers mondiaux, étaient nettement inférieurs à l'objectif à long terme du Régime qui était de 2,7% sur les 10 prochaines années et de 3,5% par la suite. La conjoncture actuelle reste difficile. Cependant, en tant qu'investisseur à long terme, le Régime des pensions peut tolérer cette instabilité.

6. Les cotisations régulières reçues de l'Organisation et des participants se sont chiffrées à 29,7 millions de CHF, soit une augmentation de 0,4 million de CHF par rapport à 2021.

7. Les prestations périodiques et les versements en capital ont tous deux augmenté de 1,6 million de CHF pour atteindre respectivement 28,8 millions de CHF et 5,0 millions de CHF. La somme des prestations versées a dépassé le montant total des contributions reçues. Cet écart se creusera dans le futur à mesure que la population de retraités continuera d'augmenter par rapport au nombre de participants actifs.

8. Le Comité de gestion a résilié la couverture de réassurance des risques de décès et d'invalidité du Régime au 31 décembre 2021 car elle n'était plus attractive du fait de l'augmentation des primes. Par conséquent, aucune dépense n'est enregistrée en 2022 au titre du poste "Couverture des risques de décès et d'invalidité des participants". Le Régime a cependant reçu 0,7 million de CHF de remboursements de demandes d'indemnités au titre de son assurance décès invalidité, car la police continue de s'appliquer pour tous les cas d'invalidité qui ont commencé avant la date de résiliation. Les remboursements devraient donc se poursuivre pendant plusieurs années.

9. Les frais de placement et autres frais administratifs sont restés stables, à 1,0 million de CHF. Ils sont présentés plus en détail à l'appendice B, "Répartition des dépenses". D'un côté, les frais de gestion des placements ont diminué puisqu'ils sont liés à la taille du portefeuille. De l'autre côté, les frais actuariels ont augmenté nettement en raison des travaux nécessaires pour appuyer l'élaboration d'une proposition de réforme. En outre, le Comité a approuvé une légère augmentation des honoraires du conseiller en placements. Les coûts engagés pour assurer le secrétariat du Régime des pensions sont pris en charge par l'OMC et ne sont pas comptabilisés comme un coût pour le Régime. Le secrétariat se compose d'un secrétaire à temps partiel et, à l'heure actuelle, de deux

¹ À des fins de cohérence avec les autres sections des états et avec le rapport annuel, il n'est fait référence ici qu'à la perte sur titres. Si l'on ajoute les taux d'intérêt et les ajustements au titre de la réévaluation monétaire (qui peut être positive ou négative), les pertes totales sur les placements se chiffraient à 94,0 millions de CHF à la fin de 2022.

fonctionnaires à temps plein. En 2022, les dépenses de personnel se sont élevées à 437 512 CHF, y compris les traitements et les prestations. De plus, le secrétariat ne verse aucun loyer pour ses bureaux, pour les ordinateurs ou pour les services de téléphone. Le coût de ces derniers est estimé à 29 423 CHF selon la méthode de comptabilisation des coûts de l'OMC.

Bilan

10. La valeur des actifs a diminué principalement en raison des pertes découlant des placements enregistrées en 2022. Les liquidités et quasi-liquidités ont atteint environ 17,3 millions de CHF en 2022.

11. Les impôts à la source récupérables se sont élevés à 1,7 million de CHF en 2022, soit une légère diminution par rapport à 2021 (1,8 million de CHF). Avec l'aide effective des banques dépositaires du Régime, le secrétariat continue de demander le remboursement de tous les impôts à la source, y compris les impôts remontant à plus de cinq ans qui ont été passés par pertes et profits.

ANNEXE 2 PRINCIPES DU RÉGIME DES PENSIONS EN MATIÈRE DE PLACEMENTS

1. En vertu de l'article 13 du Statut du Régime des pensions et de la règle A.9 du Règlement intérieur, le Comité de gestion est chargé de veiller à la sécurité des placements de tous les avoirs du Régime, de formuler la politique en matière de placements après avoir pris l'avis de spécialistes et de désigner des gestionnaires de placements pour mettre en œuvre cette politique.

2. Des produits dérivés peuvent être utilisés à des fins de couverture, dans le cadre du mandat de placement dans des titres internationaux à revenu fixe couverts, s'ils permettent d'atteindre l'objectif du Régime plus efficacement que la négociation directe de titres sous-jacents. Les instruments dérivés utilisés pour ce type de mandat sont limités aux contrats à terme sur devises, aux instruments à terme, aux options couvertes sur obligations et aux options sur taux d'intérêt. Les positions d'endettement et les positions courtes nettes ne sont pas autorisées.

3. En 2013, le Comité de gestion a approuvé un ensemble unifié de lignes directrices en matière de placements afin d'énoncer de façon plus précise l'approche du Régime à l'égard des placements. Un résumé de ces lignes directrices, qui a été communiqué aux participants et bénéficiaires du Régime, figure ci-après. En 2020, les lignes directrices en matière de placements ont été révisées pour tenir compte de la décision du Comité concernant une nouvelle répartition stratégique des actifs (50% d'actions, 30% de titres à revenu fixe et 20% de biens immobiliers) et la nouvelle règle additionnelle de rééquilibrage; cependant les principes qui sous-tendent le résumé ci-dessous demeurent inchangés.

Résumé de l'approche du Régime des pensions de l'OMC en matière de placements

Placements à long terme

4. Le RPOMC est un investisseur à long terme car ses engagements sont sur le long terme et que les comportements et décisions qui se fondent sur une perspective à long terme ont plus de chance de réussir. Cet accent mis sur le long terme repose sur la conviction – étayée par une analyse des placements passés – que, à long terme, les rendements du marché ont tendance à refléter les performances économiques des actifs.

5. Cette orientation à long terme permet au Comité de gestion d'utiliser efficacement son temps en mettant l'accent sur les décisions en matière de placements qui ont un impact important sur le rendement du portefeuille sans perdre de temps lorsque le résultat est aléatoire ou que l'impact à long terme est négligeable.

6. Conscient de la nature peu fiable des prévisions à court ou à moyen terme et des pertes qui risquent d'en découler, le Comité de gestion ne veut pas "anticiper" les fluctuations à court terme des marchés. Les paris sur l'évolution à court ou à moyen terme des marchés financiers risquent de convertir des pertes temporaires en une dépréciation irréversible du capital.

Risque d'investissement

7. Le RPOMC doit se préoccuper du risque de dépréciation irréversible du capital. Les pertes non récupérables réduisent de manière irréversible la capacité future de générer des entrées. Par exemple, l'argent prêté à un emprunteur qui ne peut pas honorer pleinement sa dette entraînera non seulement une dépréciation irréversible du capital mais compromettra aussi sa capacité à générer à l'avenir des revenus.

8. La volatilité des prix est souvent considérée comme une mesure du risque de placement. Cependant, la volatilité ne permet pas de mesurer le risque de placement à long terme et ne présente une menace pour les investisseurs à long terme que si ces derniers en ont mal apprécié l'importance. C'est ainsi que si le cours des actions d'une entreprise diminue rapidement de 50%, la volatilité atteindra des sommets. Par contre, si la perspective à long terme de l'entreprise n'a pas changé, le risque pour les investisseurs se trouve grandement réduit et non accru. Les investisseurs doivent donc se concentrer sur la perspective à long terme et non sur la volatilité des prix qui est fonction des marchés.

9. L'évaluation d'un actif en affecte le rendement futur. Par conséquent, l'évaluation des actifs est un risque qui peut produire des dommages comparables à une perte de capital irréversible. C'est en ce sens qu'elle doit être suivie de manière permanente.

10. Le suivi de l'évaluation ne revient pas à tenter de prédire l'évolution à court terme des prix des marchés mais à apprécier la rentabilité potentielle à long terme d'un placement compte tenu de ses caractéristiques actuelles.

Répartition des actifs

11. La répartition des actifs est la source principale de rendement du portefeuille. Une attention particulière sera donc accordée à la définition et à la mise en œuvre de la "répartition stratégique des actifs" du RPOMC.

12. Chaque catégorie d'actifs dans le portefeuille doit générer un revenu mesurable et doit contribuer à accroître la valeur des actifs du RPOMC. Cet accroissement doit reposer sur des facteurs économiques fiables et identifiables. Le rendement potentiel de chaque catégorie d'actifs peut être apprécié sur la base de ces facteurs appropriés.

13. Le RPOMC continuera d'appliquer le principe d'une diversification adéquate car les rendements escomptés de telle ou telle catégorie d'actifs peuvent mettre longtemps à se matérialiser et parce que la non-corrélation des différents actifs contribue à atténuer la volatilité et par conséquent à éviter les décisions irréfléchies.

14. Les catégories d'actifs et les structures financières qui ne produisent pas de revenu, qui manquent de transparence ou qui utilisent un effet de levier important ne sont pas adaptées au RPOMC. Les produits de base, les fonds spéculatifs, le capital-risque ainsi que les produits structurés sont donc exclus des placements du RPOMC.

15. Le RPOMC cherche à éviter de modifier la répartition des actifs sur la base de perspectives et de prévisions à court terme: trop souvent, ces changements ne font qu'accroître les coûts. Les modifications de la répartition des actifs ne se justifient que lorsqu'elles sont motivées par des changements importants dans les caractéristiques mesurables des placements du Régime dans une catégorie d'actifs ou par des changements fondamentaux du passif ou de la structure du Régime.

Style de gestion

16. L'objectif du processus de mise en œuvre est de se conformer aussi étroitement que possible à la stratégie de placement tout en minimisant les coûts et en évitant les risques indus.

17. Pour appliquer la répartition stratégique du RPOMC, le Comité de gestion a surtout recours à des véhicules ou portefeuilles indexés.¹ Les indices seront sélectionnés avec le plus grand soin de manière à ce qu'ils soient véritablement représentatifs de la catégorie d'actifs dans lesquels la stratégie du RPOMC prévoit d'investir.

18. Le choix d'une gestion passive se fonde sur l'observation que, au fil du temps, la gestion active a donné de moins bons résultats, est moins diversifiée, moins prévisible et plus coûteuse. De plus, la gestion active se base dans la plupart des cas sur une perspective à court terme.

19. Le RPOMC peut recourir à une gestion active lorsque la gestion passive n'est pas possible ou lorsque des raisons tangibles et clairement identifiables donnent à penser que la gestion active est mieux adaptée.

20. Dans l'ensemble, le Régime s'efforcera de réduire au minimum les risques liés à la mise en œuvre de la stratégie de placement. Ces risques incluent, sans s'y limiter, le risque d'une gestion active, les risques de crédit indus et le risque lié à la structure juridique.

¹ Les véhicules indexés visent à générer un rendement égal à celui d'un indice du marché.

Rééquilibrage

21. Le Régime des pensions de l'OMC adopte une approche anticyclique grâce à un mécanisme de rééquilibrage annuel systématique visant à faire en sorte que le poids des actifs reste aligné sur la répartition stratégique. Un rééquilibrage a lieu au moins une fois par an, normalement en février. Pour faire suite à une décision prise par le Comité en 2020, un rééquilibrage sera aussi déclenché par les variations des marchés financiers qui entraînent un écart du poids des actions du portefeuille de plus de 10% par rapport à la répartition stratégique.

22. Le rééquilibrage systématique est un moyen efficace qu'a le Régime de maintenir une exposition stable aux marchés tout en tirant parti de la volatilité de ces derniers.

Coût et conflits d'intérêts

23. La sensibilité aux coûts fait partie intégrante de la stratégie de placement. Il faut maintenir les coûts à un niveau aussi bas que possible sans compromettre la capacité du Régime d'atteindre ses objectifs.

24. L'offre de services ou de produits d'investissement est essentiellement déterminée par les intérêts financiers des fournisseurs et non par les investisseurs. Le Comité de gestion veillera donc tout particulièrement à choisir des solutions en matière de placements correspondant à sa stratégie et à ses objectifs. Le RPOMC évitera les véhicules pour lesquels le responsable des placements est rémunéré en fonction de la performance.²

25. Les lignes directrices en matière de placements adoptées par le Comité de gestion visent à générer des rendements durables et à promouvoir des décisions rationnelles même en période de tension et d'incertitude économiques. Ces lignes directrices sont régulièrement revues pour s'assurer qu'elles restent adaptées à la structure et à la situation du Régime.

² Ces arrangements sont injustes pour les investisseurs à cause de l'asymétrie du risque et du bénéfice.